



Atelier 2

Renforcer la réponse éducative relative au changement climatique à l'échelle internationale?

Horaires : 31 mars : 15h00 – 18h00 (première partie), 1er avril : 11h00 – 13h00 (deuxième partie)

Organisateurs : Laurence Pollier, Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ;
Philippe Saugier, Carboschools ; Reuben Sessa, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture

Contexte

Les études scientifiques ont démontré que :

- les activités humaines perturbent l'ensemble du système de la terre à grande échelle et à une vitesse extrême, affectant les cycles de toutes les composantes majeures de la vie : l'eau, le carbone, l'azote, etc. C'est notamment le cas des émissions massives de CO₂ causées par la combustion de combustibles fossiles et la déforestation, qui entraînent un réchauffement de la planète (et par voie de conséquence, une hausse du niveau des mers), l'acidification des océans, et une multitude d'effets interdépendants que nous sommes incapables de prévoir avec une certitude raisonnable.
- les risques encourus pour l'humanité vont de la perte massive de biodiversité à un coût exorbitant pour l'économie, une tragédie pour des milliards d'individus qui ne sont pas en mesure de s'adapter en raison de la pauvreté, la perte de terre, la pénurie d'eau potable et tous les autres drames qui en découlent.
- la seule manière d'arrêter de prendre des risques aussi dangereux est de diminuer et de progressivement arrêter d'émettre des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère.

Le modèle de développement dominant dans le monde, basé sur une industrialisation et une croissance économique incessantes, se caractérise par la consommation massive de combustibles fossiles, l'agriculture intensive et la déforestation – qui, couplées à la croissance démographique, entraînent une

augmentation considérable des émissions de GES. Il est par conséquent totalement impossible de stopper ou de réduire drastiquement nos émissions du jour au lendemain. La question centrale pour notre société est de savoir comment transformer cette civilisation non durable en une civilisation durable, sans la remettre en question, et à quel rythme. Comment pouvons-nous progressivement arrêter d'utiliser des combustibles fossiles, stopper la déforestation, stabiliser la croissance démographique, et en même temps, faire en sorte que chacun jouisse de conditions de vie minimales ?

Les transformations requises ne consistent pas à apporter des ajustements mineurs aux courants dominants, ni à revenir à une « société de l'âge de pierre », mais bien à procéder à un changement de paradigme et de culture pour la citoyenneté mondiale. Une remise à plat totale de nos modèles de production et de consommation, et de nos modes de vie. Une société nouvelle qui se préoccupe des questions de justice mondiale et de biens communs mondiaux (tels que l'atmosphère et l'eau que nous partageons) et qui aille bien au-delà des limites traditionnelles de l'intérêt national et des politiques environnementales actuelles.

1. En définitive, un monde durable, c'est un monde avec zéro émissions, où l'utilisation de ressources non renouvelables (telles que le charbon et le pétrole) a été substituée par l'utilisation de ressources renouvelables et où tous les déchets sont recyclés. →

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable

31 mars – 2 avril 2009
Bonn, Allemagne

- Plusieurs pays, dont les pays de l'UE, défendent actuellement dans le cadre des négociations internationales sur le climat l'idée de ne pas dépasser « la limite des deux degrés » –, seuil en deçà duquel nous serions en mesure d'éviter un « changement climatique grave ». Les projections modèles indiquent que ce niveau peut être obtenu uniquement par une réduction des émissions de gaz à effet de serre de moitié par rapport aux niveaux de 1990 à l'horizon 2050. Pour y parvenir, avec une population mondiale qui devrait atteindre les 9 milliards en 2050, nous devons réduire nos émissions d'environ 2 tonnes équivalent CO₂ par habitant, ce qui signifie une **réduction par un facteur 5 à 10 dans le monde développé**.
- En 2008, 20 ans après la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et 16 ans après que les Nations Unies aient donné pour instruction de « stabiliser les concentrations de GES », l'humanité n'a pas encore commencé à réduire ses émissions. Au contraire, les émissions continuent d'augmenter de manière exponentielle. Cette situation décourageante est due en premier lieu à la forte croissance du monde en développement (notamment des nations traversant une industrialisation galopante telles que la Chine), mais aussi au fait que les pays industrialisés, en dépit de leurs engagements et de leurs efforts initiaux, continuent d'accroître leurs émissions (notamment de le secteur des transports).
- En 2007, le GIEC a estimé que : en **Afrique** à l'horizon 2020, entre 75 millions et 250 millions de personnes seront exposées à une augmentation du stress hydrique. Dans de nombreux pays, la production agricole, y compris l'accès à la nourriture, seront sévèrement compromises par la variabilité et le changement climatique. En **Asie** à l'horizon 2050, la diminution des ressources en eau douce dans la plupart des régions pourrait mettre en danger plus d'un milliard de personnes. Le choléra et les maladies diarrhéiques, associés à la multiplication des inondations et des épisodes de sécheresse résultant de la hausse de la température des mers, devraient entraîner une augmentation de la mortalité et des problèmes de santé.

Dans les **petits Etats insulaires**, la montée du niveau des mers et l'intensification des cyclones tropicaux vont menacer l'habitat et les moyens de subsistance des populations locales, les contraignant à se déplacer ou à migrer définitivement.

Les tendances d'émissions ne vont très probablement pas diminuer tant que l'on ne parviendra pas à un accord international ouvrant la voie à des politiques ambitieuses alliant mesures d'incitation (fiscales) et contraintes (légales) à l'échelle mondiale. Cependant, tandis que les gouvernements négocient et bataillent sur le front politique, les individus peuvent agir immédiatement, et les établissements scolaires et les organisations locales constituent sans aucun doute le point de jonction le plus décisif avec les familles et les jeunes. **Seule l'autonomisation des individus conduira au changement de comportement nécessaire et permettra à un plus haut niveau aux institutions de s'acheminer vers des politiques, des stratégies et des mesures d'incitation promouvant une transformation de l'industrie et de la société.**

Education au changement climatique – de la transmission à la transformation

La population mondiale est jeune, avec 2.2 milliards de personnes âgées de moins de 18 ans. Partout dans le monde, ces enfants et ces jeunes, qui représentent pratiquement un tiers de la population mondiale, s'inquiètent de la menace posée par l'augmentation mondiale des émissions de carbone et le changement climatique. Beaucoup d'entre eux subissent déjà les impacts des transformations environnementales mondiales au sein de leur communauté. Malgré tout cela, les enfants et les jeunes ont été jusqu'à présent relativement absents des politiques et des plans relatifs au changement climatique développés par de nombreux pays et régions en réponse aux accords et protocoles internationaux existants ou naissants qui soutiennent ces initiatives.

Partant du principe que ce que les enfants apprennent aujourd'hui déterminera le monde demain, la sensibilisation à l'environnement dès le plus jeune âge est le meilleur moyen, au final, de protéger l'environnement. Les programmes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, qui augmentent



l'offre et la qualité de l'éducation à l'environnement, sont des interventions cruciales pour une transformation à long terme. Toutefois, accroître la sensibilisation à l'environnement n'est pas suffisant. Pour que les enfants et les jeunes deviennent de véritables agents du changement, il faut trouver des solutions pour que les connaissances acquises se traduisent dans les actes et la prise de position.

C'est pourquoi l'éducation au changement climatique doit être transformatrice – au sens du document de l'Unesco sur le dialogue politique EDD et CC –, et à cette fin, doit intégrer trois piliers :

1. contenus et connaissances : comprendre les faits, l'ampleur du problème, les conséquences possibles, les solutions disponibles et les stratégies de gouvernance susceptibles de conduire à des solutions de développement durables. Cela se réfère notamment à l'enseignement interdisciplinaire des sciences, dont l'un des défis clés est de rendre l'apprentissage plus captivant, plus concret, plus expérimental, plus ancré dans les problèmes de la vie réelle.
2. valeurs et représentations : promouvoir la citoyenneté mondiale et le sentiment d'appartenance à une seule et même planète, à une seule et même humanité. Comprendre que ce n'est pas seulement la nature et la planète qui sont en danger, mais les conditions de vie nécessaires la cohabitation pacifique de milliards d'être humains.
3. changement des comportements et compétences citoyennes : développer les capacités pour inverser la tendance au sein de la société, au niveau local comme mondial.

Les deux derniers piliers représentent tout particulièrement un défi pour des écoles qui, par tradition (avec des différences en fonction des pays), sont moins préparées à travailler sur les valeurs, les comportements et les compétences que sur la transmission de savoirs et de données. En revanche, ce type de valeurs et de comportements sont souvent développés et encouragés au sein des organisations locales et de jeunes. L'atelier doit identifier des stratégies pour renforcer la capacité des systèmes scolaires dans ces domaines, ainsi que les liens éventuels avec des mécanismes d'éducation non formels.

Au final, la question clé qui se pose concernant l'éducation au changement climatique est la même que celle qui se pose pour l'EDD en général : **dans une société encore largement dominée par une culture non durable, comment les écoles peuvent-elles contribuer à promouvoir des modes vie sûrs, sains et durables ?**

L'atelier doit fournir de nouvelles idées, inventives et audacieuses, pour changer la latitude d'action de l'EDD dans la pratique de classe, des marges vers le centre, de la sectorisation vers l'intégration, et favoriser une transformation en profondeur des systèmes d'éducation pour former de futurs citoyens dotés de la compréhension, des valeurs et des savoir-faire nécessaires à la mise en œuvre de la durabilité. Ce faisant, les résultats de l'atelier constitueront une contribution directe à la feuille de route pour les négociations de Kyoto II, dans le droit fil de la position exprimée par le Groupe éducation de la Commission du développement durable des Nations Unies lors de la récente réunion de la COP14 à Poznan :

« INVESTIR DANS UNE SOCIÉTÉ BIEN PRÉPARÉE : L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT EST UNE COMPOSANTE ESSENTIELLE DE KYOTO II

Il est clair, dans la feuille de route de Bali, que beaucoup d'attention a été accordée aux quatre composantes – adaptation, atténuation, financement, technologie – comme base du cadre politique pour la seconde période d'engagement de Kyoto. Cependant, étant donnée la complexité des enjeux mondiaux actuels, l'atténuation du changement climatique peut exacerber, voire aggraver la perte de biodiversité, les pénuries en eau, la sécurité alimentaire et la pauvreté. Si l'on pense à Copenhague, la cinquième composante manque à l'appel. Il est temps de demander « Que font les parties prenantes, les gouvernements et la société civile en matière d'éducation à l'environnement et de durabilité ? ».

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable

31 mars - 2 avril 2009
Bonn, Allemagne

